

# REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

**JEUDI 22 MAI 2014**

---

**TOME II**

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Société Française d'évaluation - Désignation des représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La SFE a pour vocation générale de contribuer au développement de l'évaluation et de promouvoir son utilisation dans les organisations publiques et privées. Elle se fixe notamment pour objectifs de faire progresser les techniques et méthodes et de favoriser le respect de règles éthiques et procédurales propres à garantir la qualité des évaluations ainsi qu'un usage approprié de leurs résultats.

Dans le cadre de ces finalités, la SFE veut être un lieu de rencontre, de débat et de formation ouvert à l'ensemble des commanditaires et des utilisateurs de l'évaluation qu'ils soient fonctionnaires, agents publics, élus ou encore porte-parole de la société civile d'une part, chercheurs, universitaires, consultants auditeurs internes et autres, professionnels de l'évaluation d'autre part des secteurs public et privé.

La SFE sollicite la ville de Montpellier pour désigner deux représentants au sein de leur assemblée générale, conformément à leurs statuts.

En conséquence, le Conseil Municipal a désigné :

- Titulaire : Bernard TRAVIER
- Suppléant : Gérard CASTRE

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014





## **STATUTS**

La SFE a été déclarée le 05/10/99 à la Sous-Préfecture du Raincy (93) – (J.O. du 06/11/99), à la Préfecture de Police de PARIS le 14 mai 2002 (n° d'ordre : 02/200133, n° dossier : 00154345 P) et le 22 avril 2004 (n° d'ordre : 02/200133, n° dossier : 00154345 P)

### **TITRE I**

#### **CONSTITUTION - OBJET - SIEGE SOCIAL - DUREE**

##### **Article 1 : Constitution et dénomination**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 01/07/1901 et le décret du 16/08/1901, ayant pour titre : Société Française de l'Evaluation. Ce titre peut être remplacé par le sigle « SFE », ou, dans la suite du texte, par « l'association ».

La société est francophone.

##### **Article 2 : Siège social**

Après délibération du Bureau de la SFE, le 18 mars 2004, le siège social a été transféré, le 1er avril 2004, à PARIS (France).

Il pourra être transféré, (sur le territoire français), par simple décision du Conseil d'administration de l'association.

##### **Article 3 : Objectifs et activités**

a) Au sens des présents statuts, l'activité de l'évaluation recouvre principalement, mais non exclusivement, l'évaluation des politiques, programmes et actions publiques. L'évaluation contribue à l'aide à la décision, à la modernisation de la gestion des administrations et des services publics, à l'efficacité de la dépense publique, ainsi qu'au développement de la responsabilité et des pratiques de compte-rendu interne ou externe. Plus largement, l'évaluation participe à l'éclairage pluraliste du débat démocratique à tous les niveaux de gouvernement. Cette activité s'exerce dans le cadre de la charte de l'évaluation des programmes et politiques publiques ».

b) La SFE a pour vocation générale de contribuer au développement de l'évaluation et de promouvoir son utilisation dans les organisations publiques et privées. Elle se fixe notamment pour objectifs de faire progresser les techniques et méthodes et de favoriser le respect de règles éthiques et procédurales propres à garantir la qualité des évaluations ainsi qu'un usage approprié de leurs résultats. Dans le cadre de ces finalités, la SFE veut être un lieu de rencontre, de débat et de formation ouvert à l'ensemble des commanditaires et des utilisateurs de l'évaluation qu'ils soient fonctionnaires, agents publics, élus ou encore porte-parole de la société civile d'une part, chercheurs, universitaires, consultants auditeurs internes et autres, professionnels de l'évaluation d'autre part des secteurs public et privé. L'association souhaite rassembler les différents réseaux sectoriels et/ou disciplinaires, les différentes institutions nationales, régionales et départementales, ainsi que les diverses "tendances" qui coexistent dans le champ de l'évaluation des politiques publiques. La SFE souhaite également contribuer au développement de l'activité d'évaluation des politiques, programmes et actions publiques dans les pays francophones et participer aux réflexions internationales. La SFE accueillera également, dans la mesure où ils s'intéressent à l'objet de la Société, les professionnels de domaines connexes tels que l'inspection, le contrôle



juridictionnel ou de gestion, dans le secteur public ou encore l'audit et l'évaluation au sein des entreprises et des associations, quel que soit leur secteur d'intervention.

c) Les activités de la SFE ont trait aux objectifs suivants :

- promouvoir l'évaluation dans l'opinion et auprès des décideurs ;
- contribuer au développement des connaissances, des compétences et des méthodes d'évaluation ;
- participer à la diffusion des compétences et soutenir le développement des formations par les établissements universitaires et professionnels ;
- développer les échanges entre spécialistes français, et entre ces derniers et leurs collègues étrangers ;
- favoriser la diffusion des informations et travaux de toute nature concernant l'évaluation, les institutions et les acteurs du domaine ;
- renforcer la qualité des évaluations dans le double but de renforcer l'utilité sociale de l'évaluation et de faciliter la reconnaissance des compétences professionnelles spécifiques au domaine ;
- favoriser la capitalisation des connaissances acquises grâce aux évaluations ;
- être un lieu d'échange et de réflexion sur toute question d'ordre professionnel, en particulier lorsque sont en jeu les intérêts matériels et moraux des acteurs concernés. A ce titre, la SFE se propose notamment d'œuvrer pour une meilleure reconnaissance des réalisations en évaluation dans la gestion des carrières académiques et administratives.

La SFE est susceptible de prendre toute initiative adaptée à ces objectifs. De manière non limitative, ses moyens d'action sont les suivants :

- l'organisation de colloques, séminaires et autres réunions de travail, seule ou en coopération avec d'autres instances publiques ou privées ;
- la création en son sein de groupes de travail thématiques, nationaux, de clubs régionaux et de réseaux professionnels ;
- l'édition et la diffusion d'un bulletin de liaison et d'autres publications.
- l'établissement de liens avec des sociétés et organismes publics aux objectifs proches.

d) La langue de travail de la SFE est le français. Cependant, des communications dans une autre langue officielle de l'Union européenne sont acceptées dans le cadre des séminaires et colloques qu'elle organise.

#### **Article 4 : Durée**

La durée de l'association est illimitée

## **TITRE II :** **COMPOSITION**

#### **Article 5 : Qualité de membre**

L'association est composée de membres adhérents : membres individuels, membres institutionnels, membres d'honneur.

La qualité de membre est acquise par :

- l'acceptation de la demande d'adhésion par le Conseil d'administration (ou le bureau)
- le paiement de la cotisation annuelle.

Les anciens présidents de la SFE sont membres d'honneur. Ils ont les mêmes droits et obligations que les membres.

La modification de la composition de l'association ne peut s'effectuer qu'en Assemblée Générale.



#### **Article 6 : Conditions d'adhésion**

Peuvent être membres de la SFE :

- les membres individuels
- les membres institutionnels

Les membres individuels sont des individus qui s'intéressent à ou sont impliqués dans des évaluations, et dans l'approfondissement et la promotion de l'évaluation. Sont susceptibles d'être admis comme membres de la SFE toutes les personnes, françaises ou non, intéressées par son objet.

Les membres institutionnels sont des unités telles que des laboratoires de recherche publics et privés, des sociétés de conseil, des écoles, des organismes publics (des collectivités territoriales, des services de l'Etat, des établissements publics) des organisations à but non lucratif, actifs dans le champ de l'évaluation au sens large. Chaque institution adhérant à la SFE désignera un représentant et un suppléant, seuls habilités à participer aux votes en son nom.

Le Bureau tiendra un registre avec les noms et coordonnées de tous les membres. Les membres doivent faire connaître leur adresse à la SFE. On entendra dorénavant par « membre » ou « membres », les membres adhérents de l'association auxquels il est fait référence au présent article.

#### **Article 7 : Acceptation de membres**

Toute demande d'adhésion devra être formulée par écrit. Chaque membre prend l'engagement de respecter les présents statuts et le règlement intérieur, qui lui sont communiqués à son entrée dans l'association. Le Conseil d'administration décide de l'acceptation des membres. Tout refus doit être motivé par écrit. L'Assemblée Générale de la SFE peut passer outre un refus du conseil d'administration et décider d'accepter un nouveau membre.

Le candidat refusé est informé des conditions « d'appel » auprès de l'assemblée générale. Les modalités de cet « appel » sont précisées dans le règlement intérieur.

#### **Article 8 : Perte de la qualité de membre de la SFE**

La qualité de membre prend fin :

1. par non renouvellement de la cotisation annuelle (après relance). Cette radiation est automatique sans décision formelle du Conseil d'administration ;
2. par décès ;
3. par démission adressée par lettre au président de l'association ;
4. par exclusion prononcée par le Conseil d'administration pour infraction aux présents statuts ou au règlement intérieur ou pour motif grave portant préjudice moral ou matériel à l'association ; l'intéressé ayant été invité, par lettre, à se présenter devant le Conseil d'administration et/ou à fournir des explications ;
5. en cas de disparition de l'organisme adhérent.

### **TITRE III :** **ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

#### **Article 9 : Responsabilité des membres**

Aucun membre de l'association n'est personnellement responsable des engagements contractés par elle. Seul le patrimoine de l'association répond de ses engagements.

#### **Article 10 : Conseil d'administration**



L'association est administrée par un Conseil d'administration et un bureau. Le nombre de membres du Conseil d'administration est fixé par l'Assemblée générale, avec un minimum de six personnes. Les administrateurs sont élus par l'Assemblée générale dans les conditions fixées aux articles 23 à 27.

La SFE cherche, à chaque élection, à assurer la parité femmes/hommes des candidatures au conseil d'administration et le respect des équilibres et principes suivant :

- présence des différents groupes professionnels pertinents (au sens de l'article 3), des différents domaines d'intervention et/ou orientations méthodologiques ;
- disponibilité pour une participation effective aux responsabilités qu'implique l'appartenance au Conseil d'administration.

Les anciens présidents de la SFE peuvent être élus présidents d'honneur par le conseil d'administration. Ils participent au conseil d'administration et au Conseil de développement sur invitation.

Le directeur, ou responsable administratif, participe à chaque conseil d'administration avec voix consultative sauf décision contraire du conseil d'administration.

#### **Article 11 : Mandat des membres du Conseil d'administration**

Le mandat des administrateurs est de trois ans renouvelable consécutivement deux fois maximum.

La qualité de membre du Conseil d'administration se perd de la façon suivante :

- démission adressée par lettre recommandée ;
- non réélection par l'Assemblée générale ;
- perte de la qualité de membre de l'association dans les conditions prévues à l'article 8 ;
- tout membre du Conseil d'administration qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire par le Conseil d'administration.

En cas de vacances (cessation de fonctions, décès, démission, exclusion), il est procédé au remplacement des postes vacants par la prochaine Assemblée générale ordinaire.

#### **Article 12 : Fonctions au sein du Conseil d'administration, processus de décision**

Le Conseil d'administration désignera parmi ses membres, par vote majoritaire un bureau composé d'un président, un trésorier et un secrétaire. S'il le juge utile, il peut désigner en son sein un ou plusieurs vice-présidents et un suppléant pour les fonctions de trésorier et de secrétaire. La durée du mandat de président-e ne pourra pas excéder 4 années consécutives.

Les délibérations du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents. La présence de la moitié de ses membres est nécessaire pour que le Conseil d'administration puisse délibérer et décider valablement. Les membres du Conseil d'administration peuvent voter par procuration. Un membre du Conseil d'administration ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

A titre exceptionnel, un vote par correspondance (par voie postale ou électronique) peut être organisé sur des points précis demandant une décision rapide. Les modalités pratiques de cette consultation sont fixées dans le règlement intérieur.

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Seules les questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un vote.

Le vote peut s'effectuer à bulletin secret si au moins un des présents en fait la demande.

Toutes les délibérations du Conseil d'administration font l'objet d'un compte-rendu rédigé par le secrétaire, signé du président et de lui-même.



*Mesure transitoire 2012-2013 : Pour assurer au mieux la transition de l'ancien au nouveau système, dans le respect de la démocratie associative, l'ensemble des membres du conseil d'administration 2011-2012 devront, s'ils souhaitent poursuivre leur fonction au sein du conseil d'administration, faire acte à nouveau de candidature à l'assemblée générale ordinaire de juin 2012. A l'élection 2013, le premier tiers renouvelable sera composé des administrateurs dont les mandats sont les plus anciens. La durée des anciens mandats sera prise en compte dans le calcul global de la durée des mandats afin que celle-ci n'excède pas 9 ans.*

### **Article 13 : Obligations, missions et pouvoirs du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an, sur convocation écrite du président ou sur convocation écrite signée par au moins la moitié de ses membres.

La convocation est écrite et individuelle. Le président, ou le secrétaire, utilisent tous les moyens à leur disposition pour convoquer les membres du Conseil d'administration. Ils communiquent préalablement les éléments nécessaires à la bonne tenue des débats.

La convocation, l'ordre du jour et les documents nécessaires, doivent parvenir au moins 8 jours avant la date prévue (sauf accord de la totalité des administrateurs).

Les missions du Conseil d'administration sont les suivantes :

- il anime le fonctionnement courant de la SFE et prend à cet effet toute décision conforme aux statuts et aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale ;
- le Conseil d'administration organise l'A.G.O. annuelle, détermine son ordre du jour et exécute ses décisions, coordonne les autres activités professionnelles de l'association mentionnées ci-dessus et toute autre activité conforme aux statuts ;
- il soumet au vote de l'A.G. toute modification de la charte, en tant que garante des objectifs de l'association ;
- il soumet au vote en A.G.E. toute modification des statuts ; il informe des modifications du règlement intérieur

Dans le cadre de ces missions, il est habilité à effectuer les opérations et à prendre les décisions suivantes pour le compte de la SFE :

- ouvrir tout compte en banque, aux chèques postaux et auprès de tout autre établissement de crédit, effectuer tout emploi de fonds, contracter tout emprunt hypothécaire ou autre, solliciter toute subvention, requérir toute inscription et transcription utile ;
- autoriser le Président et le Trésorier à faire tous actes, achats, aliénations et investissements reconnus nécessaires, des biens et valeurs appartenant à l'association et à passer les marchés et contrats nécessaires à la poursuite de son objet ;
- mandater des adhérents de l'association pour organiser l'une ou l'autre des activités conformes aux statuts.

Il s'appuie sur le conseil de développement (article 19) pour déployer ses missions et mesurer en retour le développement de l'activité d'évaluation existante en France, au niveau européen et international.

### **Article 14 : Obligations et missions du Président, du Délégué général, du Secrétaire et du Trésorier**

a) Le Président a les obligations, missions et prérogatives suivantes :

- présider les sessions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration ;
- signer toute correspondance au nom du Conseil d'administration de l'association ;
- signer les comptes rendus des réunions du Conseil d'administration ;



- prendre en liaison avec la direction administrative et le bureau, toute mesure urgente pour la bonne gestion de l'association entre deux réunions du Conseil d'administration, ce dernier devant en être tenu informé.

Il peut ester en justice au nom de l'association, sur mandat du CA. Cette capacité peut être déléguée à un autre administrateur sur décision formelle du Conseil d'administration.

Dans toutes les affaires engageant sa responsabilité légale, la SFE sera représentée par son Président ou, en cas d'empêchement, par l'un des vice-présidents (au cas où cette fonction existe), par le Délégué général lorsqu'il existe, ou en cas d'empêchement par le Secrétaire ou tout autre membre du Conseil d'administration ayant reçu délégation de celui-ci.

b) Le Délégué général, lorsqu'il existe auprès du Président et sous le contrôle du Conseil d'administration, contribue au développement et à la promotion de l'évaluation, selon les orientations de l'Assemblée générale et coordonne les actions y concourant.

c) La fonction de Secrétaire comprend toutes les tâches administratives nécessaires au fonctionnement de la SFE, y compris la tenue des registres de l'association, l'archivage de compte rendus et des correspondances. Le Conseil d'administration décide des moyens à mettre en œuvre, notamment l'embauche de personnel administratif, pour alléger, ou assurer par délégation, les tâches matérielles du Secrétaire.

d) La fonction de Trésorier comprend la préparation et la gestion du budget et la tenue des comptes. Le Trésorier effectue tous paiements et perçoit toutes recettes sous la surveillance du Président. Il tient une comptabilité régulière, au jour le jour, de toutes les opérations tant en recettes qu'en dépenses et rend compte à l'Assemblée Générale annuelle qui statue sur la gestion. Il se fait aider le cas échéant par tous comptables reconnus nécessaires.

#### **Article 15 : Rémunération**

Les fonctions des membres du Conseil d'administration ou du bureau sont gratuites. Toutefois, les frais et débours, occasionnés par l'accomplissement de leur mandat, leur sont remboursés au réel au vu des pièces justificatives. Le rapport financier présenté à l'Assemblée Générale ordinaire doit faire mention des remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation payés à des membres du Conseil d'administration ou du bureau.

#### **Article 16 : Le bureau**

Le bureau de la SFE est constitué du Président, du secrétaire et du trésorier, et du Vice-Président désigné par le conseil d'Administration pour y siéger.

Le Conseil d'administration peut ouvrir ponctuellement le bureau à toutes personnes du Conseil d'administration ou animateurs à la SFE ou employées ou membres de l'association.

Le bureau peut faire appel, à titre consultatif, à toutes personnes qu'il juge utiles pour ses travaux.

Le bureau exécute toutes les décisions courantes de l'association prises par le Conseil d'administration et notamment en ce qui concerne le personnel, l'exécution budgétaire et la gestion courante. Il peut être chargé, par le Conseil d'administration, de missions spécifiques, ou de pouvoirs spéciaux en cas de besoins

Il peut être amené à prendre des décisions urgentes de gestions courantes dont il rend compte formellement au prochain Conseil d'administration. Il prend ses décisions à la majorité, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

Le Conseil d'administration peut définir précisément les attributions du bureau. Ces



attributions peuvent être revues à tout moment par le Conseil d'administration. Celles-ci sont définies dans le règlement intérieur.

Le bureau rend compte au Conseil d'administration.

#### **Article 17 : Le Délégué général de l'association**

Le Conseil d'administration, sur proposition du Président, peut nommer un Délégué général de l'association.

S'il n'est pas salarié, le Délégué général est obligatoirement membre adhérent de la SFE.

Il participe aux réunions du Bureau avec voix consultative. Le champ de son activité et la durée de son mandat sont de la responsabilité du Conseil d'administration.

Une lettre de mission lui est adressée et précise ses responsabilités, attributions et obligations vis-à-vis du bureau et du Conseil d'administration.

Des conditions de fonctionnement peuvent être fixées au règlement intérieur.

#### **Article 18 : Délégations, comités, groupes de travail, clubs, réseaux professionnels ou institutionnels**

a) Le Conseil d'administration confie aux membres ordinaires de l'association, sous la responsabilité du bureau, des missions spécifiques telles que l'organisation du congrès annuel, des séminaires, la publication du bulletin ou d'autres supports de communication.

b) Des comités peuvent être créés par l'A.G. ou le Conseil d'administration, avec pour objectifs d'étudier des questions spécifiques.

c) Des groupes de travail, clubs, réseaux professionnels ou institutionnels peuvent être créés sur l'initiative d'un ou plusieurs membres. Ils nécessitent une validation par le Conseil d'administration sur la base d'un programme de travail de deux ans et d'être portés par deux animateurs si possible issus du secteur public et privé. Les membres permanents composant les groupes et les animateurs sont adhérents à la SFE et doivent respecter les présents statuts.

#### **Article 19 : Le conseil de développement**

Il est créé un conseil de développement qui, deux fois par an, regroupe les membres du conseil d'administration, les animateurs des groupes de travail SFE, des clubs ou cafés régionaux de l'évaluation et des réseaux professionnels. Ce conseil vise à doter la SFE d'une instance de « portage collectif » par l'ensemble de ses forces vives. Avec cet organe, la SFE renforce son potentiel de réflexion et d'orientation stratégique et d'observation territoriale. Ce conseil favorise les interactions entre le conseil d'administration et les différents groupes de base qui font la vie quotidienne de l'association.

Ce conseil permet de relayer l'activité des groupes, des clubs et des réseaux et débat sur les programmes de travail.

Il examine comment renforcer la capacité de la SFE à produire une réflexion adaptée et diffusable dans le champ de l'évaluation des politiques publiques.

#### **Article 20 : Assemblée générale ordinaire (AGO)**

L'assemblée générale réunit les membres de l'association SFE, à jour de leur cotisation. Une réunion de l'Assemblée générale, dite Assemblée générale ordinaire, doit être organisée chaque année.

Les réunions de l'Assemblée générale ordinaire ont notamment pour objet de traiter des points suivants :

- Présentation et discussion des rapports sur la gestion du Conseil d'administration, et notamment des rapports sur la situation morale et financière de l'association.



- Lecture du rapport de vérification du contrôleur des comptes s'il existe.
- Approbation des comptes de l'exercice clos, vote du budget prévisionnel de l'exercice suivant. Fixation du montant des cotisations.
- Election des membres du Conseil d'administration.
- Délibération et vote sur les motions du Conseil d'administration ou des membres figurant à l'ordre du jour joint à la convocation à l'Assemblée Générale.
- Les montants des cotisations annuelles.
- Information des adhérents sur les modifications éventuelles du règlement intérieur
- Les points à l'ordre du jour.

Toutes les décisions prises par l'Assemblée générale résultent d'un vote dans les conditions définies aux articles 23 à 27 des présents statuts.

Le président ou la majorité simple du conseil d'administration peuvent convier, à titre consultatif, toutes personnes ou organismes utiles aux débats ou à l'information des participants.

#### **Article 21 : Assemblées générales extraordinaires (AGE)**

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être tenues à l'initiative du Conseil d'administration. Par ailleurs, le Conseil d'administration doit organiser une A.G. extraordinaire au plus tard quatre semaines après une demande écrite déposée par au moins le tiers des membres de l'association. Si l'A.G. n'est pas annoncée dans les 15 jours suivant la demande, ces membres peuvent alors convoquer l'A.G.E. à leur initiative par l'envoi de convocations aux membres.

Le fichier des membres est communiqué aux requérants sur demande écrite au conseil d'administration avec Accusé de Réception.

Les convocations doivent mentionner obligatoirement l'ordre du jour prévu et fixé. Tous les documents utiles aux débats doivent être mis à la disposition des membres de l'association.

L'Assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts et pour la dissolution de l'association. Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés lors de l'AGE.

Les points à l'ordre du jour, proposés par le Conseil d'administration ou par un tiers des membres, sont examinés.

#### **Article 22 : Convocation à l'A.G.O.**

Les Assemblées Générales se réunissent sur convocation du Président de l'association. Les convocations doivent être envoyées, au minimum, 15 jours avant la date fixée.

Une pré-information doit être réalisée, autant que possible, par le Conseil d'administration, en utilisant tous les moyens appropriés.

Les convocations doivent mentionner obligatoirement l'ordre du jour prévu et fixé par les soins du Conseil d'administration. Elles sont faites par lettres individuelles adressées aux membres.

Tous les documents utiles aux débats doivent être mis à la disposition des membres de l'association.

Des points à l'ordre du jour peuvent être ajoutés, s'ils ont été préalablement déposés au secrétariat dix jours avant la réunion et s'ils résultent de la demande signée d'au moins un quart des membres de l'association.



**Article 23 : Participation aux A.G.O. et A.G.E. et droit de vote**

Chaque membre à jour de ses cotisations de la SFE dispose d'un droit de vote.

Des votes par procuration peuvent être acceptés dans des conditions fixées par le règlement intérieur. Dans des cas exceptionnels, le Conseil d'administration peut recourir au vote par correspondance.

**Article 24 : Quorum des AG**

L'Assemblée Générale Ordinaire (AGO) doit se composer du quart au moins des membres de l'association à jour de leur cotisation (présents ou représentés).

L'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) doit se composer de la moitié au moins des membres de l'association à jour de leur cotisation (présents ou représentés).

Si cette proportion n'est pas atteinte, cette assemblée (AGE) est convoquée de nouveau, à 15 jours au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer si le nombre des membres présents ou représentés est égal ou supérieur au quart des adhérents à jour de leur cotisation.

**Article 25 : Processus de décision des A.G.O. et A.G.E.**

Les décisions des Assemblées Générales sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés (hors votes blancs ou invalides). Les votes ont lieu à bulletin secret pour l'élection des membres du Conseil d'administration, ou pour toute autre décision si dix membres présents en font la demande. Dans le cas où, sur un sujet, aucune proposition ne recueillerait la majorité absolue, la décision est repoussée.

Un relevé de décisions est établi. Celui-ci est mis à la disposition des membres.

**Article 26 : Candidature au Conseil d'administration**

Les candidats à l'élection comme membres du Conseil d'administration doivent se faire connaître au Conseil d'administration sortant au moins 15 jours avant l'Assemblée générale. Leur nom ainsi que leur profession de foi sont communiqués aux participants à l'Assemblée générale 7 jours avant celle-ci.

Un appel à candidature est organisé par le bureau avec des délais nécessaires à la bonne information de tous.

**Article 27 : Election des membres du Conseil d'administration**

L'élection a lieu à bulletin secret. Le scrutin est pluri-nominal sur liste à un tour. Sont élus les candidats qui ont obtenu au minimum le tiers des suffrages exprimés (hors votes blancs ou invalides). En cas d'égalité, le candidat le plus âgé est élu. Les conditions de déroulement des élections sont fixées par le règlement intérieur.

**Article 28 : Règlement intérieur (RI)**

Un règlement intérieur à la SFE est institué. Il complète les présents statuts. Il précise des éléments du fonctionnement de l'association. Il règle les détails administratifs, de personnels, et de fonctionnement pratique des activités de l'association.

Il est établi ou modifié par le Conseil d'administration et est soumis à l'approbation à la séance suivante de l'AGO. Entre les deux instances, le règlement entre toutefois immédiatement en application à titre provisoire : les décisions du Conseil d'administration s'appliquent.

Il s'impose à tous les membres ou personnels de l'association.

**TITRE IV :**  
**RESSOURCES DE L'ASSOCIATION - COMPTABILITE**

#### **Article 29 : Ressources de l'association**

Les ressources financières de la SFE se composent :

- a) des cotisations versées par les membres ;
- b) du produit des ventes de documents ;
- c) des subventions accordées par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou toute autre personne morale ;
- d) des recettes des manifestations exceptionnelles ;
- e) des intérêts et revenus des biens ou valeurs appartenant à l'association ;
- f) de toutes autres ressources ou subventions qui ne sont pas contraires aux lois en vigueur.

#### **Article 30 : Cotisation**

Les membres doivent payer une cotisation annuelle fixée chaque année par l'assemblée générale. Les membres peuvent être distingués en plusieurs catégories qui payent des cotisations différentes, selon un barème fixé par l'assemblée générale. Pour certaines catégories de membres, le Conseil d'administration pourra accorder une dérogation complète ou partielle à l'obligation de paiement de la cotisation.

#### **Article 31 : Comptabilité**

Il est tenu une comptabilité conforme au règlement 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

#### **Article 32 : Contrôle des comptes**

Les comptes tenus par le Trésorier sont éventuellement vérifiés annuellement par un contrôleur des comptes désigné par le Conseil d'administration.

### **TITRE V :** **DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION**

#### **Article 33 : Dissolution**

La dissolution est prononcée à la demande du Conseil d'administration par une Assemblée Générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet. Les conditions de convocation et les modalités de tenue d'une telle assemblée sont celles prévues aux articles 21 à 25 des présents statuts.

#### **Article 34 : Dévolution des biens**

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs, chargés de la liquidation des biens de l'association et dont elle détermine les pouvoirs.

L'actif net subsistant sera attribué obligatoirement à une ou plusieurs autres associations désignées par l'Assemblée Générale extraordinaire.

### **TITRE VI :** **MODIFICATION DES STATUTS**

#### **Article 35 : Modification des statuts**

Les statuts peuvent être modifiés en Assemblée Générale Extraordinaire, sur proposition du conseil d'administration.



Les modifications rentrent immédiatement en application.  
Un historique des modifications est conservé et tenu à disposition.

A Paris, le 3 avril 2012

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association Pléiades Emploi Services Hérault - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal à l'Assemblée générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est adhérente à l'Association Pléiades Emploi Services Hérault.

Cette association a deux objectifs principaux :

- Faciliter le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi dans l'aide à domicile,
- Contribuer à l'évolution qualitative des emplois de l'aide à domicile afin de les consolider.

L'association Pléiades Emploi Services Hérault sollicite la Ville de Montpellier pour désigner un représentant élu au sein de leur conseil d'administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner ce représentant.

### A été élue :

- Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 mai 2014





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association "Plante et Cité" Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du pôle de compétitivité de l'innovation dans le végétal, une plateforme nationale de conseil technique et d'expérimentation sur les espaces verts au service des collectivités territoriales a été créée : « Plante et Cité ». Il s'agissait de créer l'équivalent du CERTU en matière d'urbanisme ou du SETRA pour les infrastructures routières. Cet organisme a reçu le parrainage de l'association des Maires des Grandes Villes de France et de nombreuses organisations professionnelles.

Cette structure a pour vocation de mutualiser les savoirs, capitaliser les connaissances et acquérir de nouvelles références. Elle assure l'interface entre le monde de la recherche, les entreprises et les collectivités territoriales, elle initie les programmes de recherche à partir des demandes des collectivités.

Ces dernières peuvent :

- bénéficier des références techniques validées et accessibles à partir d'une plateforme informatique : fiches techniques, annuaire de compétences, base documentaire, forum thématique,
- participer à des expérimentations avec des protocoles scientifiques sur des sujets décidés en commun,
- être informées et bénéficier des résultats de la veille technique, des études, des recherches et des expérimentations pour des techniques innovantes.

Les thèmes abordés sont :

- l'agronomie et l'artificialisation des sols urbains
- la protection biologique intégrée
- l'innovation et la diversification végétale
- la gestion des services d'espaces verts sous un aspect économique
- l'écologie urbaine et la gestion de la biodiversité
- le paysage urbain.

Toutes ces problématiques intéressent la Ville de Montpellier, qui est représentée au sein du Conseil d'administration de cette association par un élu du Conseil municipal.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il est proposé de désigner le représentant de Ville auprès de cette association.

**A été élu :**

- Christophe COUR

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 mai 2014**





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association nationale des élus de la vigne et du vin (ANEV) Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Nationale des élus du vin et de la vigne a pour but de :

- promouvoir le dynamisme du secteur viticole, la qualité des villages et terroirs vitivinicoles, et des hommes qui la composent
- favoriser la concertation, l'échange, le dialogue entre les élus du vin, arrêter des positions convergentes et engager des actions communes
- représenter les intérêts généraux de la vigne et du vin auprès des pouvoirs publics et de l'opinion publique
- assurer l'information des élus et collectivités sur les politiques, législations, réglementations mises en œuvre par l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités publiques.

Conformément aux statuts de l'association Nationale des élus du vin et de la vigne, la Ville de Montpellier, en tant qu'adhérante, doit être représentée au sein de l'assemblée générale de l'association par un membre du Conseil municipal.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élue :

- Mylène CHARDES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

  
Philippe SAUREL  
(Maire)



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créée en 1986, par 16 villes sur le thème des réseaux câblés, l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel s'ouvre en 1999 aux autres réseaux de télécommunications et permet à tous types de collectivités d'adhérer.

La nouvelle dénomination prend en compte les compétences reconnues à toutes les collectivités (villes, départements, régions et leurs groupements) à intervenir dans le champ des infrastructures, réseaux et services de communications électroniques (article L.1425-1 du CGCT), dans celui de la distribution audiovisuelle (article 34 de la loi sur la liberté de communication) et dans celui de la télévision de proximité (article L.1426-1 du CGCT). L'association s'étant beaucoup impliquée pour obtenir ces avancées.

Conformément à l'article 3 des statuts de l'association, la Ville de Montpellier, en tant que membre actif, doit être représentée au sein de l'Assemblée générale de l'AVICCA par le Maire ou son représentant.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

A été élu :

- Cédric de SAINT-JOUAN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association départementale d'animation et de gestion d'établissements spécialisés (ADAGES)

### Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Association Départementale d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés (ADAGES) s'est fixée pour objectifs de :

- réduire les fractures sociales liées aux handicaps et à l'inadaptation, les souffrances individuelles ou collectives dues à l'exclusion,
- devenir une passerelle humaine, fonctionnelle et technique pour vivre la solidarité au quotidien.

Elles intervient donc pour :

- préparer et faciliter l'insertion scolaire, professionnelle, sociale et culturelle d'enfants, adolescents ou adultes en difficulté,
- assurer l'accueil, l'éducation, les soins des personnes hébergées,
- prévenir en développant les potentialités de la personne en maintenant ses acquis.

Conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts de l'Association Départementale d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés (ADAGES), le Conseil Municipal doit être représenté au sein du Conseil d'Administration (1<sup>er</sup> collège Elus – Collectivités locales et organismes payeurs) par un délégué élu.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

A été élu :

- Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## **Séance publique du jeudi 22 mai 2014**

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### **Absents :**

Patrick VIGNAL

## **Association "MAILL'AGE" - CLIC - Centre de coordination gérontologique du bassin de Montpellier Désignation des représentants de la Ville au conseil d'administration**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Ouvert au public depuis juillet 2005, le centre de coordination gérontologique du bassin de Montpellier (CLIC) Maill'âge regroupe une équipe médico-sociale à l'écoute des personnes âgées de plus de 60 ans, de leur entourage et des professionnels. C'est tout à la fois :

- Un centre ressource de proximité
- Un lieu d'information et d'accompagnement
- Un pôle favorisant le développement du travail en réseau
- Une plateforme de concertation et de coordination
- Un tremplin d'actions collectives de prévention et de sensibilisation
- Un observatoire de l'action gérontologique.

Conformément à l'article 8 des statuts de l'association, la ville de Montpellier doit être représentée au Conseil d'administration par Monsieur le Maire ou son représentant.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### **Ont été élus :**

- Titulaire: Monsieur le Maire
  - Suppléant: Patricia MIRALLES
- Le Conseil Adopte.**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Résidence Foyer pour personnes âgées "LA PROVIDENCE" Désignation du représentant de la Ville au conseil d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Géré par « La Mutualité française », le foyer pour personnes âgées "La Providence" est un établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD), situé 14 rue de la Providence à Montpellier. Il compte 57 lits.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseils d'Etablissement des Institutions Sociales et Médico-sociales, la Ville de Montpellier, en tant que commune d'implantation, doit être représentée au sein de la résidence « Les Couralies » par un membre du Conseil Municipal ayant voix consultative.

A la suite du renouvellement de l'assemblée délibérante, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élue :

- Mylène CHARDES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PÉREZ, Khathaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Maison de retraite de La Croix d'Argent JEAN PERIDIER Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Maison de retraite Jean Périquier, située 174, rue Jacques Bounin dans le quartier de La Croix d'Argent, structure publique gérée par le Département de l'Hérault, a une capacité d'accueil de 151 places.

Conformément aux articles L315-10 et R315-6 du code de l'action sociale et des familles, relatif à la composition des conseils d'administration des établissements publics locaux sociaux et médico-sociaux, la Ville de Montpellier, en tant que commune d'implantation de l'établissement, doit être représentée à son conseil d'établissement par un membre du Conseil Municipal.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élu :

- Fabrice PALAU

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 mai 2014



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khathaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Résidence foyer pour personnes âgées "LES COURALIES" Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La résidence foyer pour personnes âgées "Les Couralies" est une structure associative de droit privé, située 13 rue de Nazareth à Montpellier. Elle offre une capacité d'accueil de 74 lits.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseils d'Etablissement des Institutions Sociales et Médico-sociales, la Ville de Montpellier, en tant que commune d'implantation, doit être représentée au sein de la résidence « Les Couralies » par un membre du Conseil Municipal ayant voix consultative.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élue :

- Michèle DRAY-FITOUSSI

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 mai 2014

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association Font Trouvée - Aide aux handicapés mentaux (AFT AHM) - Institut médico-éducatif Désignation du représentant de la Ville au conseil d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Font Trouvée, située 2539, avenue du Père Soulas à Montpellier, est rattachée à l'UNAPEI qui fédère les 546 Associations de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales (APEI). L'association intervient dans l'accompagnement et l'insertion scolaire et professionnelle des personnes handicapées.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseils d'Etablissements des Institutions Sociales et Médico-sociales, la ville de Montpellier, en tant que commune du lieu d'implantation de l'établissement, doit être représentée au Conseil d'établissement de l'institut médico-éducatif Font-Trouvée par un délégué élu ayant voix consultative.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élue :

- Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 mai 2014





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux Désignation du représentant de la Ville au conseil d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux intervient dans le domaine de l'accueil, de l'accompagnement et de la réinsertion professionnelle et sociale des personnes atteintes d'un handicap mental.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseils d'Etablissements des Institutions Sociales et Médico-Sociales, la ville de Montpellier doit être représentée au sein de chaque Conseil d'établissement de l'Association Languedocienne pour l'Aide aux Insuffisants Mentaux par un membre du Conseil municipal.

A la suite du renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à la désignation d'un représentant pour les établissements suivants :

- Foyer Beaurevoir
- Institut Médico-professionnel les Mûriers
- Atelier Thérapeutique et Occupationnel les Mûriers
- Centre d'Aide par le Travail les Mûriers.

### Ont été élus :

Pour le Foyer Beaurevoir : Fabrice PALAU

- Pour le Institut Médico-professionnel les Mûriers : Sabria BOUALLAGA

- Pour l'Atelier Thérapeutique et Occupationnel les Mûriers : Sabria BOUALLAGA
- Pour le Centre d'Aide par le Travail les Mûriers : Sabria BOUALLAGA

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 mai 2014**



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khathaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Centre d'éducation spécialisée pour déficients auditifs Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le CESDA propose:

- La prise en charge précoce des enfants déficients auditifs de 0 à 4 ans,
- L'accompagnement à la scolarisation dans l'enseignement général et professionnel,
- L'accompagnement et la scolarisation des enfants sourds avec handicap associé.
- L'accompagnement des élèves entendants ou sourds présentant des troubles spécifiques du langage (dyslexie et dysphasie sévères).

En outre, le CESDA promeut le développement des savoirs, de la culture et des connaissances sociales et professionnelles des personnes sourdes et dispense des formations à la langue des signes.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91.1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseils d'Etablissement des Institutions Sociales et Médico-sociales, la Ville de Montpellier, en tant que commune du lieu d'implantation de l'établissement, doit être représentée au sein du Conseil d'établissement du Centre d'Education Spécialisée pour Déficients Auditifs (CESDA) par un délégué élu ayant voix consultative.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de désigner ce représentant.

A été élue :

- Michèle DRAY-FITOUSSI |

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH) Désignation du représentant de la Ville au comité départemental

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association pour Adultes et Jeunes Handicapés favorise le bien-être des personnes handicapées et assure leur intégration dans différents domaines de la vie.

Elle agit auprès des pouvoirs publics afin qu'ils aident moralement et matériellement ces personnes et leurs familles et qu'ils mettent en place des structures et services permettant leur épanouissement.

Elle représente et intervient au nom des personnes handicapées auprès des instances départementales et régionales et des partenaires sociaux. Elle représente l'association départementale auprès des partenaires sociaux, crée et gère des services et établissements spécialisés. Elle entretient entre les intéressés l'esprit d'entraide et peut accompagner les personnes handicapées après la disparition de leur famille.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91. 1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseil d'Etablissement des Institutions Sociales et Médico-sociales, la Ville de Montpellier, en tant que commune du lieu d'implantation de l'établissement, doit être représentée au sein du Conseil départemental de l'association pour Adultes et Jeunes Handicapés par un délégué élu ayant voix consultative.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

A été élue :

- Patricia MIRALLES

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Désignation du représentant de la Ville à l'Assemblée générale de l'association AMORCE

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association AMORCE traite de toutes les questions en matière technique, juridique, économique, qui concernent :

- la gestion des déchets municipaux,
- des réseaux de distribution publique de chaleur et de froid,
- la gestion territoriale de l'énergie,

dans une perspective de développement durable.

Dans ces domaines, l'Association a pour buts :

- d'assurer les échanges d'information entre ses membres,
- de les aider à gérer de mieux possible ces services publics,
- de susciter et d'animer le dialogue avec tous les organismes et entreprises de ces secteurs,
- de représenter ses adhérents auprès des autorités compétentes françaises et internationales.

En application de l'article 5 de ses statuts et en tant que collectivité adhérente, et suite au renouvellement de l'assemblée délibérante, la Ville de Montpellier doit désigner son représentant titulaire et son suppléant à l'Assemblée générale.

### Ont été élus :

- Titulaire : Vincent HALUSKA
- Suppléant : Christophe COUR

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Caisse de Crédit municipal de Nîmes Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'Administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions statutaires de la Caisse de Crédit Municipal de Nîmes, établissement communal de crédit et d'aide sociale, la ville de Montpellier peut être représentée au sein du Conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse de Crédit Municipal de Nîmes par un membre du Conseil Municipal.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant.

### Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

### A été élu(e) :

- Henri MAILLET

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## SOCIETES LOCALES D'EPARGNE Groupe Caisse d'Epargne Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi du 06 juin 1999 qui a transformé la Caisse d'Epargne en banque coopérative a créé les sociétés locales d'épargne (SLE). Lieux de rencontres et d'échanges, elles contribuent à la création d'une culture commune de l'ensemble des sociétaires, au renforcement de leur attachement aux valeurs de la Caisse d'Epargne et mettent en œuvre ses missions d'intérêt général.

La réunion des conseils d'administration des Sociétés locales d'Epargne a lieu au moins deux fois par an. Les administrateurs sont chargés d'une part, de la vérification de l'emploi du Capital des Caisses d'Epargne et d'autre part, de discuter des projets d'économie locale et sociale et de leur financement (Ex : Accompagnement de projets de retour à l'emploi, services à domicile, actions d'intégration, microcrédits, ...)

Conformément à l'article 13 des statuts des agences Locales d'Epargne, la ville de Montpellier peut acquérir la qualité de sociétaire des différentes Sociétés locales d'Epargne

A la suite du renouvellement du Conseil municipal et de l'élection du Maire et des Adjoints, il convient de procéder à la désignation d'un représentant du Conseil municipal pour : la société locale d'épargne Lez, Littoral, Lunellois ; la société locale d'épargne de l'Ecusson ; la société locale d'épargne du Grand M ; la société locale d'épargne du Pic Saint-Loup.

### Ont été élus pour :

- la société locale d'épargne Lez, Littoral, Lunellois : Valérie BARTHAS-ORSAL
- la société locale d'épargne de l'Ecusson : Mylène CHARDES

- la société locale d'épargne du Grand M : Fabrice PALAU
- la société locale d'épargne du Pic Saint-Loup : Henri de VERBIZIER

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 mai 2014**



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Commission locale d'insertion de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Commission Locale d'Insertion :

- réalise l'animation de la politique locale d'insertion,
- évalue les besoins d'insertion des bénéficiaires de son territoire,
- recense l'offre d'insertion disponible et formule des propositions pour le développement d'actions nouvelles,
- élabore le programme local d'insertion qui définit les orientations, recense les moyens correspondants et prévoit les actions d'insertion, mais il s'agit uniquement de propositions qui doivent être approuvées par le Président du Conseil Général,
- émet des propositions concernant le programme départemental d'insertion (PDI) qu'elle transmet au président du Conseil général.

Elle comprend notamment des représentants de services de l'Etat, des représentants des communes, des représentants des organismes chargés de l'emploi et de la formation professionnelle, des personnes de droit public ou privé oeuvrant dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions.

Selon les termes de l'article L 263.11 du Code de l'action sociale et familiale modifié, la liste des membres des CLI est arrêtée par le Président du Conseil Général et la Ville de Montpellier doit être représentée au sein de la Commission locale d'insertion de Montpellier par 2 représentants.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ces représentants.

Ont été élus :

- Maud BODKIN
- Jérémie MALEK

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 mai 2014**



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## PETITES SOEURS DES PAUVRES " Ma Maison" Désignation du représentant de la Ville au conseil de la vie sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association confessionnelle "Petites Soeur des Pauvres" administre une maison de retraite, située 4 rue Jeanne Jugan à Montpellier. L'établissement gère 84 lits et accueille en priorité les personnes âgées les plus démunies.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 91. 1415 du 31 décembre 1991 relatif aux Conseil d'Etablissement des Institutions Sociales et Médico-sociales, la Ville de Montpellier, en tant que commune du lieu d'implantation de l'établissement, doit être représentée au sein du Conseil de la vie sociale des Petites Soeur des Pauvres « Ma Maison » par un délégué élu ayant voix consultative.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élue :

- Anne-Louise KNAPNOUGEL

**Le Conseil Adopte.**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Foyer Départemental de l'Enfance et de la Famille Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'établissement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Foyer Départemental de l'Enfance et de la Famille, situé 709, avenue de la Justice à Montpellier, est un établissement accueillant des femmes seules avec enfants de moins de 3 ans ou enceintes, en situation de rupture familiale et sociale.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret 91-1415 du 31 décembre 1991 relatives aux conseils d'établissement des institutions sociales et médico-sociales, la Ville de Montpellier, en tant que commune du lieu d'implantation de l'établissement, doit être représentée par un membre du Conseil Municipal au sein du Conseil d'établissement du Foyer Départemental de l'Enfance et de la Famille. Ce représentant a une voix consultative.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élue :

- Annie YAGUE

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Commission régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CRJSVA)

### Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Commission Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative (CRJSVA) veille à la mise en oeuvre, dans son ressort territorial, des orientations de la politique nationale du sport de haut niveau. Elle élabore un rapport annuel sur les conditions de mise en oeuvre de ces orientations. Ce rapport est transmis au ministre chargé des sports en vue de son examen par la commission nationale de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Elle traite de la coordination de la politique régionale en matière de chantiers de jeunes bénévoles.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2007, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein de de cette commission par un membre du Conseil Municipal.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élu :

- Fabien ABERT

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## MAISON D'ENFANTS MARIE CAIZERGUES Désignation des représentants de la Ville au conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A l'origine, la Maison d'Enfants Marie Caizergues, située 1 rue Saint-Vincent-de-Paul à Montpellier à Montpellier est un orphelinat fondé vers 1850 par Marie Caizergues de la congrégation des filles de la charité de Saint-Vincent de Paul. Aujourd'hui, l'établissement accueille une cinquantaine d'enfants, garçons et filles âgés de 4 à 18 ans.

Conformément aux articles L315-10 et R315-6 du code de l'action sociale et des familles, relatif à la composition des conseils d'administration des établissements publics locaux sociaux et médico-sociaux, la Ville de Montpellier, en tant que collectivité de rattachement, doit être représentée à son conseil d'administration par 3 membres du Conseil Municipal, dont Monsieur le Maire, Président de droit.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ces représentants.

### Ont été élus :

- Monsieur Le Maire
- Patricia MIRALLES
- Valérie BARTHAS-ORSAL

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 mai 2014



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Désignation du représentant de la ville de Montpellier au Conseil d'administration du centre régional d'information jeunesse du Languedoc-Roussillon (CRIJ)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le CRIJ a pour objet de mettre à disposition des jeunes par tous les moyens appropriés les informations dont ils souhaitent disposer dans les domaines du logement, de l'emploi, de la scolarité, des services, ... Il vise également à favoriser l'initiative, l'engagement social et la mobilité des jeunes.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la ville de Montpellier, en tant que collectivité participant à son financement, a la qualité de membre de droit du Conseil d'administration du CRIJ. A ce titre, elle doit y être représentée par un membre du Conseil Municipal.

A la suite du renouvellement du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

### A été élue :

- Annie YAGUE

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) - Désignation d'un représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes a pour objet de promouvoir toute structure, notamment les Conseils d'Enfants ou de Jeunes, permettant la reconnaissance de l'enfant et du jeune comme partenaire à part entière dans la vie de la cité, en référence à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. le 20 Novembre 1989, ratifiée par la France le 2 Août 1990.

Pour cela elle se propose :

- D'aider à la mise en place des Conseils d'Enfants ou de Jeunes ou de toute structure de participation de jeunes à la vie locale émanant des collectivités locales, des associations
- De répondre aux besoins d'information, de documentation et de formation des enfants, des jeunes, des animateurs, des élus et des partenaires des Conseils
- De se doter de moyens de réflexion, de recherche et d'étude visant à l'amélioration de ces structures de représentation
- De faire connaître auprès de ses adhérents le résultat de ces travaux par tout moyen d'information approprié : revues, documents, manifestations nationales, régionales, colloques
- D'être auprès des pouvoirs publics le représentant des Conseils d'Enfants et de Jeunes et l'un des interlocuteurs de toute démarche de dialogue et de consultation avec la jeunesse
- D'être le promoteur d'événements culturels, artistiques, éducatifs, médiatiques sur la place de l'enfant dans notre société.

L'ANACEJ sollicite la Ville de Montpellier pour désigner un représentant à son assemblée générale.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner ce représentant.



**A été élu :**

- - Fabien ABERT

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 mai 2014**



## Statuts de l'Anacej

### Préambule

#### La diversité au cœur de l'Anacej

L'Anacej est née d'une volonté d'élus locaux, et de militants des fédérations d'éducation populaire, de professionnels des collectivités locales etc. Toutes et tous avaient le projet de permettre aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit à la participation tel que défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Pour eux, comme désormais pour ses adhérents, l'Anacej est le lieu de rencontre de toutes les initiatives et de tous les acteurs de cette participation dans leur diversité : de statut, géographique, d'orientations politiques, de type et de taille de collectivités, de fédérations, de formes de participation développée... L'association évolue avec le temps mais son identité et sa richesse sont liées à cette diversité que chacun et chacune est chargé de faire vivre dans les actions comme dans les instances.

#### Article 1 :

Il a été constitué, entre les membres fondateurs de l'ANCME (Association Nationale des Conseils Municipaux d'enfants et d'adolescents et structures représentatives assimilées) et les membres fondateurs de la C.V.C.J. (Convention des Villes pour les Conseils de Jeunes), le 13 Mars 1991, une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901 et le décret du 16 Août 1901 ayant pour titre :

#### **ASSOCIATION NATIONALE DES CONSEILS D'ENFANTS ET DE JEUNES, ANACEJ**

Sa durée est illimitée  
Son siège est fixé à Paris.

#### Article 2 :

Cette association a pour objet de regrouper toute personne morale ou physique ayant pour but de promouvoir toute structure, notamment les Conseils d'Enfants ou de Jeunes, permettant la reconnaissance de l'enfant et du jeune comme partenaire à part entière dans la vie de la cité. Ce but s'inscrit dans une démarche de réflexion globale sur le statut de l'enfant dans notre société, en référence à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. le 20 Novembre 1989, ratifiée par la France le 2 Août 1990.

Pour cela elle se propose :

- D'aider à la mise en place des Conseils d'Enfants ou de Jeunes ou de toute structure de participation de jeunes à la vie locale émanant des collectivités locales, associations
- De répondre aux besoins d'information, de documentation et de formation des enfants, des jeunes, des animateurs, des élus et des partenaires des Conseils
- De se doter de moyens de réflexion, de recherche et d'étude visant à l'amélioration de ces structures de représentation
- De faire connaître auprès de ses adhérents le résultat de ces travaux par tout moyen d'information approprié : revues, documents, manifestations nationales, régionales, colloques



- D'être auprès des pouvoirs publics le représentant des Conseils d'Enfants et de Jeunes et l'un des interlocuteurs de toute démarche de dialogue et de consultation avec la jeunesse
- D'être le promoteur d'événements culturels, artistiques, éducatifs, médiatiques sur la place de l'enfant dans notre société

### **Article 3 :**

Cette association est laïque.

A ce titre, elle respecte les convictions personnelles de ses membres qui ne portent pas atteinte et qui ne sont pas contraires à la dignité et au respect de la personne humaine.

Elle s'engage à défendre et à promouvoir les droits de l'enfant et de l'adolescent (en référence à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant).

### **Article 4 : Composition de l'association**

L'association est composée :

- De membres d'honneur désignés par le Conseil d'Administration,
- De membres fondateurs,
- De personnes physiques,
- De personnes morales : des fédérations d'éducation populaire, des associations et des collectivités territoriales et de leurs regroupements
- Des membres du comité Jeunes

Tels que définis par le Règlement Intérieur de l'association.

### **Article 5 : Démission - Radiation**

La qualité de membre se perd :

- Par démission,
- Par radiation, prononcée pour motif grave par le Conseil d'Administration, la personne morale ou physique concernée ayant été préalablement appelée à fournir des explications.

La personne morale ou physique peut faire recours de la décision de radiation à l'assemblée générale suivant cette décision.

Par motif grave, il faut entendre :

- a) Les infractions graves ou répétées aux obligations statutaires,
- b) Les infractions graves ou répétées à la laïcité définies par les présents statuts,
- c) Le non-paiement de la cotisation annuelle.

### **Article 6 : l'Assemblée Générale**

Elle est composée des membres de l'Association à jour de leur cotisation, à l'exception des membres d'honneur qui en sont dispensés et invités à titre consultatif, et qui se répartissent en 5 collèges :

- A) Collège des membres fondateurs,
- B) Collège des collectivités territoriales et de leurs regroupements,
- C) Collège des fédérations d'éducation populaire et des associations,
- D) Collège des personnes physiques,
- E) Collège des membres du Comité Jeunes.

Elle se réunit au moins une fois par an dans un lieu défini par le Conseil d'Administration.

Elle est convoquée par le Président ou par les 2/3 des administrateurs.

Elle délibère sur les points inscrits à l'ordre du jour, notamment sur le montant de la cotisation, sur le quitus aux administrateurs, sur l'affectation des résultats financiers.

Chaque membre possède une voix et peut donner un mandat écrit à un autre membre de la même catégorie, pour le représenter à l'Assemblée Générale, sans pouvoir détenir plus de 2 mandats en plus du sien.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés selon la pondération par catégorie suivante :

- Les collectivités territoriales et leurs regroupements : 63% des voix
- Les fédérations d'éducation populaire et les associations : 21% des voix
- Les personnes physiques : 5% des voix
- Les membres du Comité Jeunes : 11% des voix

#### **Article 6 bis : le Comité Jeunes**

Le Comité Jeune est chargé de représenter les jeunes des conseils de jeunes des collectivités territoriales et de leurs regroupements membres de l'association.

#### **Article 7 : élection au Conseil d'Administration**

L'Assemblée Générale élit en son sein le Conseil d'Administration selon des modalités prévues par le règlement intérieur

Sont déclarés postes à pourvoir :

- Les postes résultant du tiers sortant annuel,
- Les postes déclarés vacants par le Conseil d'Administration convoquant l'Assemblée Générale.

L'élection se fait par collège au scrutin majoritaire.

#### **Article 8 : Conseil d'Administration**

##### **1. Composition :**

Il est composé de 38 membres répartis comme suit :

- a) 12 membres élus représentant les membres fondateurs, dont 6 élus par les associations en leur sein, par elles-mêmes et 6 élus par les collectivités territoriales et leurs regroupements, en leur sein, par elles-mêmes
- b) 4 membres élus par Le Comité Jeunes en son sein dans les modalités prévues par le règlement intérieur
- c) 22 membres élus lors de l'Assemblée Générale
  - 18 membres, élus en leur sein, représentant les collectivités territoriales et leurs regroupements, fondatrices ou non, selon des modalités définies par son règlement intérieur
  - 2 membres, élus en leur sein, représentant les personnes physiques
  - 2 membres, élus en leur sein, représentant les associations fondatrices ou non.

##### **2. Durée du mandat :**

Les membres élus par l'Assemblée Générale sont élus pour 3 ans renouvelables par tiers .  
Un membre ne peut pas effectuer plus de 2 mandats successifs. Il peut renouveler sa candidature à l'Assemblée Générale suivante. En cas de carence dans un collège, cette règle ne s'applique pas.

##### **3. Fonctionnement du Conseil d'Administration :**

- Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'exige le bon fonctionnement de l'Association et au moins trois fois par an.
- Il est convoqué par son Président ou à la demande d'un quart de ses membres.
- Pour délibérer, la présence du tiers au moins de ses membres est nécessaire. Il peut entendre toute personne qui pourrait apporter des éléments sur les décisions qui lui sont soumises et, notamment, les membres du personnel chargé des dossiers inscrits à l'ordre du jour.
- Tout membre du Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs, par mandat écrit, à un autre administrateur.

*Statuts et règlements intérieurs suite à l'AG du 19/05/2010*



- Chaque administrateur ne peut disposer que d'un seul mandat en plus de son propre vote.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés :

- En cas d'égalité des voix, la voix du Président est prépondérante.
- Il est tenu procès verbal de chaque séance du Conseil d'Administration.
- Les procès verbaux sont signés par le Président après approbation par le Conseil d'Administration.

#### 4. Perte de la qualité d'administrateur :

La qualité d'administrateur se perd par :

- La démission, dûment notifiée par lettre recommandée, en cours de mandat.
- Le constat de la perte de la qualité de membre suivant l'Article 5 des présents statuts.
- L'absence non excusée ni motivée lors d'au moins 3 conseils d'administration consécutifs.

#### **Article 9 :**

Le Conseil d'Administration fixe l'organisation administrative des diverses instances de l'Association par un règlement intérieur. Ce règlement intérieur est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

#### **Article 10 :**

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent percevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

#### **Article 11 : Bureau**

Le Conseil d'Administration élit en son sein un bureau, de 15 membres maximum, dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur.

Il comprend au moins les postes suivants :

- 1 Président issu des collectivités territoriales
- 1 Premier Vice-président issu des collectivités territoriales
- 1 Vice-président issu des collectivités territoriales
- 1 Vice-président issu du comité jeunes
- 1 Vice-président issu des associations
- 1 Trésorier issu des collectivités territoriales
- 1 Trésorier adjoint issu des associations
- 1 Secrétaire Général issu des associations
- 1 Secrétaire Général Adjoint issu des collectivités territoriales
- et de membres.

Ces responsabilités sont assumées intuitu personae.

- a) Durée du mandat : les membres du bureau sont élus pour 1 an et sont rééligibles.
- b) Vacance d'un poste : en cas de vacance d'un poste, le Conseil d'Administration procède à une nouvelle élection parmi ses membres.
- c) Fonctionnement du bureau : le bureau se réunit aussi souvent que l'exige le bon fonctionnement de l'association et au moins une fois par trimestre. Il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart de ses membres. Pour délibérer valablement, le bureau doit comprendre la présence du tiers au moins de ses membres. Les décisions du bureau sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du Président est prépondérante.
- d) Rôle du bureau : C'est le pouvoir exécutif de l'association. Il est chargé de mettre en œuvre les décisions prises par le Conseil d'Administration.

Entre deux réunions du Conseil d'Administration, le bureau assure la gestion des affaires courantes. Il soumet au Conseil d'Administration le plus proche les décisions qu'il aurait été conduit à prendre dans l'intérêt du fonctionnement de l'Association.

#### **Article 12 :**

Les dépenses sont ordonnancées par le Président. Celui-ci représente l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile.

L'association peut légalement être représentée par tout autre membre du bureau habilité par le Conseil d'Administration.

#### **Article 13 : Ressources**

Les ressources de l'Association se composent :

- Du revenu de ses biens
- Des cotisations et souscriptions de ses membres
- Des subventions de l'Etat, des institutions européennes ou internationales, des diverses collectivités territoriales (Conseils Régionaux, Conseils Généraux, collectivités locales), des organismes publics ou parapublics et toutes ressources conformément à la loi
- Du produit des activités, publications, études ou manifestations organisées par l'Association
- Des ressources obtenues à titre exceptionnel
- De toutes autres ressources prévues par la loi.

#### **Article 14 : Comptabilité**

Il est tenu au jour le jour une comptabilité de toutes les opérations effectuées faisant apparaître chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe selon les normes en vigueur.

L'exercice social s'exerce du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre.

#### **Article 15 : Modification des statuts**

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une Assemblée Générale Extraordinaire proposée par le Conseil d'Administration ou à la demande du quart des adhérents de l'Association.

#### **Article 16 : Dissolution**

La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale Extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, selon les termes de l'Article 18 des présents statuts.

#### **Article 17 : Dévolution des biens**

En cas de dissolution de l'Association, ses biens sont dévolus à une ou plusieurs associations poursuivant un but analogue.

Les biens immeubles acquis ou aménagés grâce à une participation de l'Etat, ne pourront être cédés, échangés ou hypothéqués, sans autorisation écrite de l'autorité de tutelle à qui sera soumise la dévolution de ces biens en cas de dissolution.

#### **Article 18 : Assemblée Générale Extraordinaire**

L'Assemblée Générale Extraordinaire se réunit en cas de modification des statuts, de dissolution de l'Association ou de problèmes graves.

Sauf cas de force majeure constaté à l'unanimité d'un Conseil d'Administration dûment convoqué, elle doit être convoquée avec un délai de quatre semaines avant la date de la réunion :



- Par le Président à la demande d'au moins 2/3 des membres du Conseil d'Administration
- A la demande du quart au moins des membres de l'association.

Le quorum pour délibérer valablement est fixé au quart des adhérents présents ou représentés.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée, à quinze jours au moins d'intervalle, sur le même ordre du jour, et cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, sauf pour la dissolution qui ne peut être votée qu'à la majorité des 2/3 des mandats représentés.

Le mode de représentation, les collèges de votes et les répartitions de mandants sont identiques à ceux de l'Assemblée Générale Ordinaire.

#### **Article 19 : Mesures transitoires**

Les nouvelles dispositions issues de la modification des statuts du 10 juin 2006 concernant les élections et les votes de l'Assemblée Générale ainsi que la composition du Conseil d'Administration entreront en vigueur à l'occasion de l'Assemblée Générale ordinaire de l'exercice suivant.

Statuts modifiés le 10 juin 2006

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire



Le Président  
Gilles Pargneaux  
Député européen  
Maire d'Hellemmes

## Règlement intérieur de l'Anacej

Adopté lors de l'Assemblée Générale du 10 juin 2006 et modifiée par l'Assemblée Générale du 10 juin 2009

### Article 1 : Les adhérents

Pour être adhérente de l'Anacej, chaque personne physique ou morale doit nécessairement remplir les trois conditions suivantes :

1. Elle adhère au but (article 2) et à la philosophie de l'association.
2. Le président prend acte de la candidature qu'il présente au conseil d'administration pour validation de l'adhésion.
3. Elle verse une cotisation annuelle.

### Article 2 : Les personnes physiques

Cette adhésion est personnelle et individuelle. Elle ne doit pas rentrer en concurrence avec l'adhésion d'une collectivité ou association dont la personne serait élue ou membre du personnel.

*Le conseil d'administration lors d'une telle adhésion sera attentif à cette situation.*

### Article 3 : Le Comité Jeunes

Le Comité Jeunes est composé au maximum de 15 conseillers et conseillères, en exercice ou anciens. Seules les candidatures soutenues par une collectivité locale adhérente peuvent être retenues. Les élections se font au cours d'un rassemblement proposé par le conseil d'administration. Ils sont élus pour deux ans par les jeunes conseillers présents à celui-ci. Sur la base du volontariat ce mandat pourra être prolongé d'un an pour permettre la transition entre deux comités jeunes. Quatre d'entre eux participent au conseil d'administration.

### Article 4 : Les membres fondateurs

Sont considérés comme membres fondateurs les associations et collectivités territoriales adhérentes depuis au moins 10 années consécutives au sein de l'Association.

### Article 5 : Les cotisations

Les adhésions sont valables pour l'année civile en cours et renouvelables par tacite reconduction. Pour les collectivités adhérant en cours d'année, l'adhésion est valable une année à partir de la date d'adhésion et le renouvellement se fait à la date anniversaire de l'adhésion.

Pour participer et voter à l'assemblée générale, les adhérents doivent être à jour de cotisation. Le conseil d'administration se réserve le droit de statuer sur la radiation d'une collectivité défaillante en terme de paiement de cotisation.



## **Article 6 : Modalités d'élection au Conseil d'administration**

**1. Pour les collèges des membres fondateurs (A), des collectivités territoriales et de leurs regroupements (B), des fédérations d'éducation populaires et des associations (C), et des personnes physiques (D).**

- a) Les candidatures motivées aux postes vacants sont à adresser au Président un mois avant l'assemblée générale, accompagnée d'une fiche de présentation. Le jour de l'assemblée générale les candidats font une brève présentation orale. Les collectivités territoriales autres que les communes ne pourront détenir plus de 8 sièges
- b) Pour les élections, il est constitué une commission des élections composée de
  - un vice-président de l'Anacej
  - deux membres du Bureau
  - deux collectivités adhérentes non-candidates

**Les membres de la commission ne sont pas des représentants de collectivités candidates.**

- c) Avant le début des opérations de vote, le président lit à haute voix le préambule des statuts de l'association et ajoute « En conséquence, je vous demande de voter en tenant compte de cette diversité. »
- d) En cas d'égalité des voix entre les derniers candidats sur les derniers sièges à pourvoir, un 2<sup>ème</sup> tour est organisé pour les départager, en cas de nouvelle égalité, un troisième tour est organisé et en cas de nouvelle égalité le départage se fera au bénéfice de l'ancienneté dans l'association, et en cas de nouvelle égalité au bénéfice du représentant le plus jeune.

## **2. Pour le collège du Comité jeunes (E)**

Ses représentants au conseil d'administration sont élus pour 2 ans au scrutin majoritaire par les membres présents de ce collège à l'occasion de la réunion du Comité qui suit leur élection

## **Article 7 : Représentation de l'Anacej par ses membres**

Les représentations nominatives auprès d'institutions et organisations sont assurées par des membres de l'Anacej mandatées par le Conseil d'administration.

La personne mandatée fait au moins une fois par an un rapport au conseil d'administration.

## **Article 8 : Commission des conflits**

Le bureau instruit le conseil d'administration de l'objet du conflit qui pourrait naître avec un adhérent. Le conseil d'administration statue sur la solution du conflit.

## **Article 9 : Modalités d'élection du bureau**

Le Conseil d'Administration se réunit à l'issue de son élection pour élire le Président.

Il se réunira dans le délai d'un mois après l'Assemblée Générale pour élire le Bureau.

Les candidatures devront être déposées auprès du Président 7 jours avant la date de convocation du Conseil d'Administration.

En cas d'égalité des voix entre les derniers candidats sur les derniers sièges à pourvoir, un 2<sup>ème</sup> tour est organisé pour les départager, en cas de nouvelle égalité un troisième tour est organisé et en cas de nouvelle égalité le départage se fera au bénéfice de l'ancienneté dans l'association, et en cas de nouvelle égalité au bénéfice du représentant le plus jeune.

## **Article 10 : Adoption et mise à jour du règlement intérieur**

Le règlement intérieur est adopté en assemblée générale.

Le Bureau présente à l'assemblée générale, en tant que de besoin, les mises à jour du présent règlement intérieur.



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'« Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg » a pour but d'assurer la gestion et l'animation de la Maison mise à disposition gratuitement par la Ville de Montpellier et d'apporter une assistance au Directeur de cette Maison.

Dans ce cadre général, l'association a également pour but de susciter l'animation indispensable à l'action de la Maison, au plan culturel, touristique, technique, économique. L'association peut donc promouvoir les produits de Montpellier, notamment en les commercialisant.

La Maison de Montpellier a pour but de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat, l'action de la Ville. Elle assure l'information des Heidelbergers et l'accueil de toute personne susceptible de rechercher des renseignements sur Montpellier.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il est nécessaire de désigner à nouveau les deux membres élus représentant la Ville dans cette instance.

### Ont été élus :

- Mylène CHARDES
- Henri de VERBIZIER

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Association « Maison de Montpellier à CHENGDU » Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association « Maison de Montpellier à Chengdu » a pour but d'assurer la gestion de la Maison ouverte à Chengdu, ville jumelle de Montpellier. Elle suscite l'animation indispensable à l'action de la Maison au plan culturel, touristique, technique et économique. Elle assure également la promotion de la Ville de Montpellier, de son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, et du dynamisme de son artisanat notamment à travers la promotion de produits artisanaux de Montpellier et de son agglomération.

Conformément aux dispositions statutaires de l'association, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, doit être représentée au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu par quatre membres élus représentant le Conseil Municipal.

Suite au renouvellement du Conseil municipal, il est nécessaire de désigner à nouveau les représentants de la Ville au sein de cette instance.

### Ont été élus :

- Titina DA SYLVA
- Khanhaly PHOUTTHASANG
- Robert COTTE
- Sonia KERANGUEVEN

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) Modification des statuts – Augmentation de la limite d'âge du Président du Conseil d'Administration - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 24 avril dernier, vous avez désigné cinq administrateurs au sein du Conseil d'Administration de la SERM.

Celui-ci doit se réunir dans les semaines qui viennent afin d'élire un président en son sein.

En qualité d'actionnaire majoritaire, la Ville de Montpellier a vocation à assumer cette présidence par l'intermédiaire de l'un de ses représentants.

Parmi ceux-ci, Max Levita a déjà assuré cette fonction au cours du précédent mandat.

Son expérience acquise et sa parfaite connaissance de la société et de ses dossiers plaident pour qu'il continue à exercer cette responsabilité.

Néanmoins, les statuts de la SERM prévoient que le Président du Conseil d'administration ne peut être âgé de plus de 75 ans au moment de sa désignation.

Ces statuts peuvent cependant être modifiés par un vote de l'assemblée générale des actionnaires de la société et il paraît inopportun de se priver de compétences unanimement reconnues pour une simple question d'âge.

La SERM a consulté ses différentes collectivités actionnaires pour obtenir leur accord sur une augmentation de cette limite d'âge afin qu'elle soit portée à soixante-dix-sept ans.

Il vous est proposé de donner un accord sur ce projet de modification.



**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le projet de modification des statuts de la SERM relative à la limite d'âge du Président du Conseil d'Administration telle que décrite ci-dessus;
- D'approuver la tenue d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SERM portant notamment sur ce point ;
- D'autoriser ses représentants à voter en faveur de ces dispositions.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 mai 2014**

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Société Publique Locale d'Aménagement: S.A.A.M Désignation du représentant à l'Assemblée générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, créer, dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la loi, des sociétés publiques locales d'aménagement dont ils détiennent la totalité du capital. Une des collectivités territoriales ou un des groupements de collectivités territoriales participant à une société publique locale d'aménagement détient au moins la majorité des droits de vote. Ces sociétés sont compétentes pour réaliser toute opération d'aménagement au sens du code de l'urbanisme.

Ces sociétés publiques sont des sociétés anonymes détenues exclusivement par des personnes morales de droit public. Elles sont compétentes pour réaliser pour le compte de leurs actionnaires toute opération d'aménagement définies par l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme.

Afin de favoriser la réalisation des opérations d'aménagement sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, le Conseil Municipal a voté en décembre 2009 la participation de la Ville de Montpellier à la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement : la S.A.A.M (Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine).

Les autres actionnaires sont : la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon, la Ville de Castelnau - le - Lez, la Ville de Lattes, la Ville de Juvignac, la Ville de Castries, la Ville de Courbonsec.

La Ville de Montpellier y est représentée par quatre élus de son Conseil municipal au sein du Conseil d'administration, et par un élu au sein de l'Assemblée générale des actionnaires.

Conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé, suite à la désignation en séance du Conseil municipal du 24 avril 2014 des quatre représentants de la Ville de Montpellier au Conseil d'Administration, de désigner le représentant de la Ville à l'Assemblée générale de la Société Publique Locale d'Aménagement.



**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- De désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

**A été élu :**

- Fabrice PALAU |

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 23 mai 2014**

## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Vu l'avis du CTP du 22 mai 2014, il est demandé au Conseil municipal d'adopter les modifications suivantes.

### I – Créations de postes :

#### Filière administrative :

Attaché : Création d'un poste

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : Création de six postes

Rédacteur : Création de 10 postes

#### Filière médico-sociale :

Infirmiers soins généraux hors classe : création d'un poste

#### Saisonniers :

Création de quatorze emplois non permanents du 13 mai au 31 octobre 2014

Création de cent quatre-vingt-douze emplois non permanents du 01 juin au 30 septembre 201

#### Cabinet du Maire :

Créations des sept postes de contractuels sur emplois non permanents dont d'un poste à mi-temps sur des fonctions de collaborateurs de groupes en référence à l'article 110-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

### II – Suppressions de postes :

#### Filière administrative :



Administrateur : Suppression de deux postes  
Attaché principal : Suppression de six postes  
Attaché : Suppression de cinq postes  
Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : Suppressions de deux postes  
Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppressions de six postes  
Rédacteur : Suppression de douze postes  
Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : Suppressions d'un poste  
Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppressions de quatre postes  
Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe : Suppressions de treize postes  
Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe : Suppressions de trente et un postes

**Filière animation :**

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression d'un poste

**Filière médico-sociale :**

Puéricultrice classe normale : Suppression de deux postes  
Infirmiers soins généraux classe supérieure : Suppression d'un poste  
Assistant socio-éducatif : Suppression de deux postes  
Educateur de jeunes enfants : Suppression de douze postes  
Auxiliaire de puériculture principal 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de sept postes  
Auxiliaire de puériculture principal 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de quarante-deux postes  
Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de sept postes  
Agent spécialisé des écoles maternelles de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de soixante-dix-neuf postes

**Filière sécurité :**

Brigadier : Suppression de dix postes  
Gardien de police municipale : Suppression de deux postes

**Filière sportive : Suppression de 4 postes suite CAP**

Educateur principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression d'un poste  
Educateur APS : Suppression de trois postes

**Filière technique : Suppression de 108 postes dont suite 100 CAP**

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Suppression de trois postes  
Ingénieur en chef classe normale : Suppression de cinq postes  
Ingénieur : Suppression de trois postes  
Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de deux postes  
Agent de maîtrise principal : Suppression de deux postes  
Agent de maîtrise : Suppression d'un poste  
Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de dix postes  
Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de dix-huit postes  
Adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe : Suppression de cinquante-six postes  
Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe : Suppression de huit postes

**III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :**

**Direction Culture et patrimoine :**

Un poste d'Attaché à temps complet est créé sur des fonctions de Conseiller technique culture et territoire.  
Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce

poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.  
Niveau de rémunération : IB 379 à 966

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.**

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 mai 2014**





## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Commission locale du secteur sauvegardé Désignation des membres

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La commission locale du secteur sauvegardé (CLSS), définie par l'article R.313-20 du Code de l'urbanisme, a pour rôle de suivre l'élaboration du projet de plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), de l'examiner et d'émettre un avis avant sa transmission par le préfet, à la commission nationale. La commission locale assure le suivi de l'ensemble de la procédure jusqu'à l'approbation finale du document par arrêté préfectoral.

Par arrêté préfectoral n°DDTM34-2014-02-03771, les compétences de la commission locale du secteur sauvegardé ont été étendues à la procédure de mise en place des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) en substitution des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) existantes.

La liste des 24 membres de la commission locale est arrêtée par le préfet de département, elle est présidée par le maire. Elle comprend outre son président et le préfet (ou son représentant) :

- un tiers de représentants élus par le Conseil municipal ; pour chacun des représentants, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions,
- un tiers de représentants de l'Etat désignés par le préfet,
- un tiers de personnes qualifiées désignées conjointement par le préfet et par le maire.

Le mandat des membres de la commission locale prenant fin à chaque renouvellement du Conseil municipal, il convient donc à la suite de son renouvellement et de l'élection du nouveau maire, de procéder à la désignation de ses représentants.

### Il est proposé les représentants suivants :

Titulaires :

- M. Luc ALBERNHE
- M. Guy BARRAL
- Mme Mylène CHARDES

- M. Christophe COUR
- Mme Stéphanie JANNIN
- Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA
- M. Cédric de SAINT-JOUAN
- M. Rabii YOUSSEUS

Suppléants :

- Mme Maud BODKIN
- M. Jean Marc DI RUGGERIO
- M. Abdi EL KANDOUSSI
- M. Vincent HALUSKA
- Mme Nicole LIZA
- Mme Isabelle MARSALA
- Mme Marie-Hélène SANTARELLI
- M. Henri de VERBIZIER

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 mai 2014**



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Carte Été Jeunes 2014 Attributions à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a pour ambition de faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports.

La municipalité a donc mis en place la Carte Été Jeunes, véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 12 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25 €, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir leur ville.

Pour l'été 2014, dans le cadre du volet social de ce dispositif, la Ville de Montpellier propose d'octroyer **250** cartes gratuites aux associations et aux personnes qui répondent aux critères suivants, à savoir :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès de la Jeunesse, en particulier des jeunes rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle.
- Des associations montpelliéraines subventionnées dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Ces attributions à titre gratuit constituent toutefois une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées sera établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

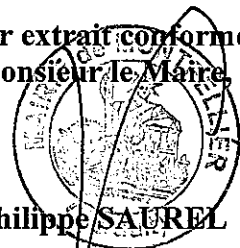
**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- d'accepter l'attribution de **250** Cartes Été Jeunes à titre gratuit pour l'année 2014,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**



**Publiée le : 23 mai 2014**



## Séance publique du jeudi 22 mai 2014

Convoqué le vendredi 16 mai 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 mai 2014 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA-PEYRIN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric DE SAINT JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Anne-Louise KNAPNOUGEL, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Perla DANAN, Henri DE VERBIZIER, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE.

### Absents :

Patrick VIGNAL

## Voeu de soutien aux intermittents

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La coordination montpelliéraine des intermittents et professionnels du spectacles réunis au sein du mouvement unitaire en Languedoc Roussillon à travers 7 organisations syndicales sont unis contre l'accord signé le 22 mars dernier sur la convention assurance-chômage.

Je les ai reçu officiellement le mardi 20 mai à 16h. Cet accord durcit injustement et déraisonnablement le régime de l'intermittence. Il est donc indispensable de le reprendre pour ne pas engager la profession dans une spirale destructrice.

La municipalité soutient donc pleinement la lutte des intermittents qui demandent de ne pas agréer l'accord du 22 mars et la tenue de nouvelles négociations sur la base des propositions du comité du suivi à l'assemblée nationale organisé depuis 2003.

C'est pourquoi, le Conseil municipal demande au Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social et au Ministre de la Culture et de la Communication, de ré-ouvrir les négociations afin de prendre en compte les propositions des intermittents du spectacle indispensables à la tenue des grands festivals, piliers essentiels de la culture à Montpellier.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 23 mai 2014



Conseil Municipal 22 mai 2014  
Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 24 avril 2014

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la  
décision

Synthèse de la décision

2014/0082	La ville de Montpellier décide d'attribuer le marché à procédure adaptée Parc Darwin - Bois de Montmaur - Réserve naturelle - Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestier et de gestion du risque incendie du massif du Lunaret" à la société SARL ALCINA pour un montant 34 650 € HT
2014/0102	D'attribuer le marché concernant la réalisation d'un diagnostic local de prévention et l'élaboration de sa stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance : 2014 - 2017 au bureau de conseils SPALLIAN pour un montant de 36 950,00 Euros H.T. sur une durée de 24 semaines
2014/0104	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows" pour le lot n°1 à la société SML pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 84 000.00 € HT, pour le lot n°2 à la société SEBACH France SA pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 5 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de six mois à compter de la date de notification.
2014/0105	Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour la prestation de conception et de réalisation de l'entrepôt de données associatives de la Ville de Montpellier
2014/0106	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide, dans le cadre du programme d'achats de 2014, de procéder à l'achat de véhicules à l'UGAP. Les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de MONTPELLIER rabais compris entre 28 et 43% sur le tarif public en fonction des modèles. (véhicules particuliers, véhicules utilitaires, fourgons) pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 500 000.00 € HT jusqu'au 31 décembre 2014.
2014/0108	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat de produits d'entretien cuisine" à la société SOCODIF pour un montant minimum de commandes de 20 000 € HT et avec un maximum de 80 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de deux ans à compter de la date de notification.
2014/0109	D'attribuer le marché à bons de commande de location longue durée de transporteurs individuels électriques pour les agents de la Police Municipale à la société CORHOFI sise 69266 Lyon pour un montant maximum de 15 000,00 Euros H.T. sur une durée de dix huit mois.



2014/0111	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de produits sidérurgiques" aux sociétés BAURES PROLIANS et FIC MONTPELLIER pour un montant total maximum de commandes (tous fournisseurs confondus) de 60 000.00 € HT. Il est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de notification.
2014/0112	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de vêtements de ville" pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 40 000.00 € HT à la société ESCASSUT. C'est un marché unique passé pour une durée d'exécution de 6 mois à compter de la date de notification.
2014/0113	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat de sacs poubelles" à la société INTERPACK pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 70 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2016.
2014/0117	Autorisation de signer l'Avenant n° 2 concernant l'A.M.O pour l'exploitation du Tunnel de la Comédie avec le bureau B.G INGENIEURS CONSEILS sis 94200 Ivry sur Seine pour un montant de 6 350,00 Euros H.T.
2014/0124	D'exercer le droit de préemption sur la propriété DAGUES située 9 rue Durand, cadastrée section EW 16, pour un montant de 107.100 € plus 4.000 € de commission.

# REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

## DÉCISIONS ET ANNEXES



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2014/0082

**Parc Darwin - Bois de Montmaur - Réserve naturelle  
Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion  
forestier et de gestion du risque incendie du massif du  
Lunaret**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1344/T/R en date du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'écologie urbaine ;

**Considérant :**

- Que la Ville souhaite élaborer un plan de gestion forestier et un plan de gestion du risque incendie du massif du Lunaret ;
- Que ces études sont nécessaires pour définir les travaux forestiers chargés de diminuer le risque incendie du site tout en préservant le milieu naturel, la biodiversité et les vues paysagères ;
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée sous forme d'un marché public à procédure adaptée de type ouverte sous la référence n°4B0060, intitulé « Parc Darwin – Bois de Montmaur – Réserve naturelle - Mission d'étude pour l'élaboration du plan de gestion forestier et de gestion du risque incendie du massif du Lunaret » ;
- Vu le rapport d'analyse des offres en date du 12 Mars 2014 ;

**Décide en conséquence :**

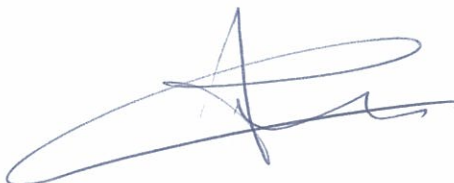
- Que l'offre de la société SARL ALCINA – 10 rue des Amaryllis, 34070 Montpellier – pour répondre à ces missions, est retenue comme la plus économiquement avantageuse pour un montant de 34.650,00 € HT ;
- Que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la ville de Montpellier – Direction Parc Darwin - Ligne : 22873 - Nature : 2031 - Fonction : 908232 ;
- Que Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Que Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;

- Que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot - 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 14/05/2014

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Christophe COUR

Publiée le : 15/05/2014  
Notifiée le :





**Attribution d'un marché à procédure adaptée  
concernant l'accompagnement de la Ville pour la  
réalisation d'un diagnostic local de prévention et  
l'élaboration de sa stratégie territoriale de sécurité et  
de prévention de la délinquance : 2014 - 2017  
Autorisation de signer le Marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1361 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un bureau de conseils le marché concernant la réalisation d'un diagnostic local de prévention et l'élaboration de sa stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance pour 2014 à 2017 ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 21 février 2014 pour un marché immatriculé 4B0024, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le bureau de conseils SPALLIAN sis 5 rue Abel – 75012 Paris a présenté l'offre économiquement la plus favorable ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à prix global et forfaitaire précité pour un montant de 36 950,00 Euros H.T. au bureau de conseils SPALLIAN sur une durée de 24 semaines à compter de la notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 925 208 - Nature : 6226 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI

Publiée le : 15/5/2014  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour la location de tentes et de matériels de  
réception, de cabines WC autonomes et bungalows.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°4B0062), en date du 10 mars 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, la société Spectacle Méditerranée Location (SML) 17 chemin du four à chaux 34 660 CURNONTERRAL, pour le lot 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, et la société SEBACH France 78 RN 113 30 620 BERNIS, pour le lot n°2, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer les marchés précités :
  - A la société SML pour le lot 1, pour un montant total maximum de commandes de 84 000.00 € HT
  - A la société SEBACH France pour le lot 2, pour un montant total maximum de commandes de 5 000 € HT.

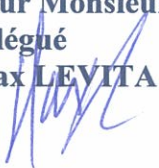
Ces marchés sont conclus pour une période d'exécution maximale de six mois à compter de la date de notification.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6135, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 15/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 16/5/2014

Notifiée le :



**Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics  
pour la prestation de conception et de réalisation de  
l'entrepôt de données associatives de la Ville de  
Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1339/T/R, en date du 29/04/2014, donnant délégation de signature à Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a décidé de se doter d'un « entrepôt de données associatives » permettant de recenser l'ensemble des données disponibles au sein des services municipaux sur la relation de la Ville au tissu associatif montpelliérain ;
- Que cet entrepôt de données donnera lieu au développement d'outils d'aide à la décision plus performants sur les partenariats entre la Ville et les associations montpelliéraines ;
- Que suite à la phase de recueil des informations disponibles auprès des services et de leurs besoins au titre d'outils d'aide à la décision, il apparaît nécessaire de confier à un prestataire la conception et la réalisation de l'outil entrepôt de données ;
- Que la procédure de mise en concurrence nécessaire en l'absence de marché de prestation existant et la complexité de la définition de la prestation, rendait impossible les objectifs calendaires fixés pour un premier usage de cet entrepôt de données, concernant la première phase, lors de la campagne de subvention 2015 se déroulant en septembre 2014 ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer la prestation précitée à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), pour un montant global maximum de 40 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14/05/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Gérard CASTRE

Publiée le : 15/05/2014  
Notifiée le :



## **Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de véhicules**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de véhicules dans le cadre du programme d'achats de 2014 de la ville de Montpellier,
- Que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de MONTPELLIER rabais compris entre 28 et 43% sur le tarif public en fonction des modèles (véhicules particuliers, véhicules utilitaires, fourgons).

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser les commandes à la société UGAP pour un montant total maximum de commandes de 500 000 € HT jusqu'au 31 décembre 2014 (4D0028).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2182 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 15/5/2014**

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA**



**Publiée le : 16/5/2014**

**Notifiée le :**



## **Attribution d'un marché passé selon la procédure adaptée pour l'achat de produits d'entretien cuisine**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de produits d'entretien cuisine, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 4B0080), conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, en date du 23 mars 2014, la société SOCODIF 407 avenue de ST BALDOU 84 303 CAVAILLON Cedex a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société SOCODIF pour un montant total maximum de commandes de 80 000.00 € HT. Ce marché est conclus pour une période d'exécution maximale de 2 ans à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60628 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 15/5/2014**

**Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le : 16/5/2014**

**Notifiée le :**

**Attribution d'un marché à procédure adaptée  
concernant l'achat ou la location longue durée de  
transporteurs  
individuels électriques pour les agents de la Police  
Municipale  
de la Ville de Montpellier  
Autorisation de signer le Marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1361 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à une société le marché de location longue durée de transporteurs individuels électriques pour les agents de la Police Municipale de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 12 mars 2014 pour un marché immatriculé 4B0029, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société CORHOFI sise 1 rue des rivières 69266 Lyon a présenté une offre acceptable ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité pour un montant maximum de 15 000,00 Euros H.T. à la société CORHOFI pour deux transporteurs électriques sur une durée de dix-huit mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 921 120 - Nature : 6135 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI

Publiée le : 15/5/2014  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé sur le fondement de  
l'accord-cadre pour "l'Achat de produits  
sidérurgiques" avec mise en concurrence permanente.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

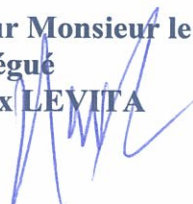
- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de produits sidérurgiques pour les besoins de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 4B0053) en date du 17 février 2014, conformément aux articles 28, 76 et 77-1 du Code des Marchés Publics, les sociétés BAURES PROLIANS 462 rue de l'industrie BP 61178, 34 009 MONTPELLIER CEDEX 01, et FIC MONTPELLIER 858 rue de la Castelle BP 35107, 34 076 MONTPELLIER CEDEX 03, ont présenté des offres économiquement les plus avantageuses.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer l'accord-cadre précité aux sociétés BAURES PROLIANS et FIC MONTPELLIER pour un montant maximum de commandes de 60 000 € HT (tous fournisseurs confondus), cet accord-cadre est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de notification.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer cet accord-cadre.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville (natures 60628 et 60632 tous chapitres).

Montpellier, le 15/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 16/5/2014  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour "l'Achat de vêtements de ville"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T//R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

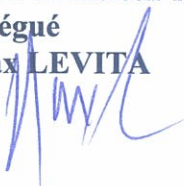
- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de vêtements de ville,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 4B0054) en date du 18 février 2014, conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, la société ESCASSUT SARL 25 rue des Etuves - CS 16036 - 34 060 MONTPELLIER Cedex 2 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société ESCASSUT SARL pour un montant total maximum de commandes de 40 000.00 € HT. Le marché est conclus pour une période de 6 mois à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60636 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 15/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 16/5/2014  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de sacs poubelles**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1341/T/R du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

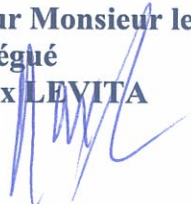
- Qu'il y a lieu de procéder à l'Achat de sacs poubelles, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n° 4B0045), conformément aux articles 28 et 77-1 du code des Marchés Publics, en date du 25 février 2014, la société INTERPACK SAS 518 route de Blangy 14 130 LE TORQUESNE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société INTERPACK SAS pour un montant total maximum de commandes de 70 000.00 € HT à compter de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2016.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60631 tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 15/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 16/5/2014  
Notifiée le :

**Avenant n° 2 concernant le marché d'Assistance à  
Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'assistance à  
l'exploitation pour le Tunnel de la Comédie  
Autorisation de signer l'Avenant n° 2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1361 du 29 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, adjointe déléguée à la sécurité.

**Considérant :**

- Que par décision n° 2011/0527 en date du 02 décembre 2011, le pouvoir adjudicateur a confié à la société DOCALOGIC SAS sise 13 Rue des Emeraudes 69006 Lyon le marché d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'assistance à l'exploitation pour le Tunnel de la Comédie.
- Que ce marché référencé 1M667 a été conclu pour une période de trois ans à compter de sa notification en date du 07 décembre 2011 pour un montant global et forfaitaire de 69 700,00 Euros H.T.
- Que par avenant n° 1 en date du 17 avril 2013, il a été procédé à la déclaration de transmission universelle de patrimoine de la société DOCALOGIC SAS au sein de la société B.G INGENIEURS CONSEILS sise 1 boulevard Hyppolyte Marques – 94200 Ivry sur Seine.
- Que l'avenant n° 2 a pour objet d'augmenter le montant à prix global et forfaitaire pour les motifs suivants :

Article 1 : Le maître d'ouvrage a confié, dans le cadre de ce marché spécifique la réalisation du Dossier Préliminaire de Sécurité (DPS), dossier préalable à la réalisation du programme d'amélioration pour la mise en sécurité du tunnel de la Comédie. Conformément au code de la voirie routière, ce dossier doit faire l'objet d'une présentation à la CNESOR en vue de l'autorisation de commencer les travaux. Cette prestation, qui concerne la présentation de l'ensemble des pièces du DPS à la commission pour le compte du maître d'ouvrage, se monte à un montant global de 1 950,00 euros H.T (mille neuf cent cinquante euros hors taxes).

Article 2 : Lors de l'élaboration du DPS, sur la base de l'état de référence et des documents fournis, le bureau d'étude BG Ingénieurs Conseils a identifié une problématique sur la performance de la ventilation ayant une incidence directe sur le niveau de sécurité. De ce fait, la mission concernant la phase 1 (élaboration du DPS et des documents officiels) préalable à l'exploitation en phase travaux a dû se prolonger dans l'attente d'une étude complémentaire sur la ventilation/désenfumage de l'ouvrage, en particulier sur la sortie Michelet.



Cette mission nécessite une revalorisation de la phase 1 à concurrence d'un montant total de 4 400,00 euros H.T (quatre mille quatre cent euros hors taxes).

- Qu'ainsi Le montant estimé total de l'avenant n° 2 en plus value au marché est fixé à 6 350,00 Euros H.T. (Six mille trois cent cinquante Euros hors taxes). Le montant total du marché est donc porté à 76 050,00 Euros H.T. et la plus-value de cet avenant n° 2 s'élève à 9,10 % du marché.

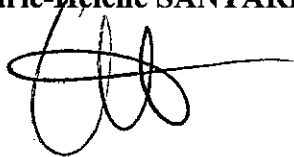
**Décide en conséquence :**

- D'autoriser l'avenant n° 2 au marché 1M667 relatif à l'assistance à l'exploitation pour le Tunnel de la Comédie.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Direction du Génie Urbain – Service Régulation trafic et Déplacement Opérationnel - Fonction 908 213 - Nature : 2031 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21/5/2014

Pour Monsieur le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée

Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 21/5/2014

Notifiée le :



Maître d'ouvrage : Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique  
Cellule de Prévention et de Gestion des Risques

## RAPPORT D'AVENANT n° 2

### *Assistance à Maîtrise d'Ouvrage*

### *Assistance à l'exploitation pour le tunnel de la Comédie*

**OBJET DU MARCHÉ :** Assistance à l'exploitation pour le tunnel de la Comédie.

Marché référencé n°1M667 conclu par décision n° 2011 / 0527 en date du 02 décembre 2011 pour une durée de trois ans à compter de sa notification.

#### Collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél : 04 67 34 70 00

Représenté par  
Monsieur Le Maire

**Titulaire du marché :** B.G INGENIEURS CONSEILS SAS - 13 rue des Emeraudes – 69006 LYON



## **1 - Renseignements concernant le Marché**

**N° du marché :** 1M667

**Notifié le:** 07 décembre 2011

**Montant du marché :** 69 700,00 Euros H.T.

## **2 - Objet de l'Avenant n° 2**

**Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant à prix global et forfaitaire du marché pour le motif suivant :**

### **ARTICLE 1 :**

Le maître d'ouvrage a confié, dans le cadre de ce marché spécifique la réalisation du Dossier Préliminaire de Sécurité (DPS), dossier préalable à la réalisation du programme d'amélioration pour la mise en sécurité du tunnel de la Comédie.

Conformément au code de la voirie routière, ce dossier doit faire l'objet d'une présentation à la CNESOR en vue de l'autorisation de commencer les travaux. Le marché pour la réalisation du Dossier Préliminaire de Sécurité - Dossier de Sécurité ne prévoyait pas cette prestation d'assistance au passage en CNESOR.

Cette prestation, qui concerne la présentation de l'ensemble des pièces du DPS à la commission pour le compte du maître d'ouvrage, se monte à un montant global de 1 950,00 euros H.T (mille neuf cent cinquante euros hors taxes).

## ARTICLE 2 :

Lors de l'élaboration du DPS, sur la base de l'état de référence et des documents fournis, le bureau d'étude BG Ingénieurs Conseils (Ex Docalogic : avenant n°1 de transfert) a identifié une problématique sur la performance de la ventilation ayant une incidence directe sur le niveau de sécurité.

De ce fait, la mission concernant la phase 1 : élaboration du DPS et des documents officiels préalable à l'exploitation en phase travaux (étude spécifique des dangers) a dû se prolonger dans l'attente d'une étude complémentaire sur la ventilation/désenfumage de l'ouvrage, en particulier sur la sortie Michelet.

Cette mission nécessite une revalorisation de cette phase 1 à concurrence d'un montant total de 4 400,00 euros H.T (quatre mille quatre cent euros hors taxes).

### **3 - Montant de l'Avenant n° 2**

Le montant estimé total de l'avenant en plus value au marché est fixé à **6 350,00 Euros H.T.**  
soit en toutes lettres : **Six mille trois cent cinquante Euros hors taxes.**

Le montant total du marché est donc porté à **76 050,00 Euros H.T.**

La plus-value de cet avenant n° 2 s'élève à **9,10 %** du marché.

Le Maître d'Ouvrage :  
Le Directeur de Réglementation et de la Tranquillité Publique



**Jean-Pierre VIALAY**





**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété DAGUES**  
**9 rue Durand - Lot n° 8**  
**Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 29 avril 2014 (n° 2014/1351/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA/FIGUEROLLES/CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 18 mars 2014, Madame Françoise DAGUES a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local à usage de magasin avec une cour, une cave et un puits constituant le lot 8 de la copropriété située 9 rue Durand et cadastrée section EW 16, au prix de 119.000 € plus 4.000 € de commission d'agence ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce ;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées ;
- que sur la base de ce programme et de ce périmètre, la Ville a décidé de confier la réalisation de l'opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme ;
- que le 3 décembre 2013 la Ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier une concession d'aménagement "Grand Cœur 2013-2020";
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m<sup>2</sup>) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, afin de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle sur la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail ;
- que le prix proposé paraît excessif.

#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété Madame DAGUES, située 9 rue Durand et cadastrée section EW 16, au prix de 107.100 € plus 4.000 € de commission d'agence ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.
- que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 15 MAI 2014

Pour Monsieur le Maire, Madame la Première Adjointe  
Stéphanie JANNIN




Publiée le : 11/05/2014  
Notifiée le :

